Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des
révolutions du XIXe siècle

57 | 2018

Libido sciendi

Migrations internationales et prostituées étrangères à Bruxelles au milieu du XIX^e siècle

*International Migrations and Foreign Prostitutes in Brussels in the Mid-
nineteenth Century*

*Internationale Migration und ausländische Prostituierte in Brüssel in der Mitte
des 19. Jahrhunderts*

Lola Gonzalez-Quijano

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rh19/6003>

DOI : 10.4000/rh19.6003

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 26 décembre 2018

Pagination : 153-170

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Lola Gonzalez-Quijano, « Migrations internationales et prostituées étrangères à Bruxelles au milieu du XIX^e siècle », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 57 | 2018, mis en ligne le 26 décembre 2020, consulté le 21 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/6003> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rh19.6003>

Tous droits réservés

LOLA GONZALEZ-QUIJANO

*Migrations internationales et prostituées étrangères
à Bruxelles au milieu du XIX^e siècle*

En 1880 éclate l'affaire dite des « petites Anglaises » : la presse britannique se scandalise de la présence, dans des maisons de débauche bruxelloises, de mineures originaires d'Angleterre contraintes à la prostitution¹. Selon la presse à scandale et les mouvements abolitionnistes anglais et belges militant pour la fermeture des maisons closes, un vaste réseau d'échange de « chair humaine » aurait lieu entre les deux pays : des proxénètes et de sordides maisons de placement tromperaient de la manière la plus abjecte de jeunes femmes naïves et sans ressources afin de pallier les difficultés de recrutement de la prostitution légale².

Le dernier tiers du XIX^e siècle se caractérise par une évolution des sensibilités vis-à-vis de l'exploitation sexuelle des mineures³, qui débouche sur des mesures législatives à l'échelle nationale à la Belle Époque⁴ et à des décisions internationales dans le cadre de la Société des Nations après la Première Guerre mondiale⁵. Mais la réalité de la « traite des blanches » n'a pas suscité beaucoup d'ouvrages scientifiques et le livre pionnier d'Alain Corbin fait toujours référence en la matière près de quarante ans après sa parution⁶. Sur l'affaire des petites Anglaises, l'ouvrage dirigé par Jean-Michel Chaumont et Christine Machiels s'attache à démonter les discours abolitionnistes à propos de la traite et voit dans les prostituées étrangères à Bruxelles, majeures ou mineures davantage des prostituées migrantes que des victimes de la traite.

1. Jean-Michel Chaumont, Christine Machiels (dir), *Du sordide au mythe : l'affaire de la traite des blanches (Bruxelles, 1880)*, Louvain-la-Neuve, Presses universitaires de Louvain, 2009.

2. William Thomas Stead, *Pucelles à vendre, Londres, 1885 : le scandale qui ébranla la société victorienne*, postface de Dominique Kalifa, Paris, Alma Editions, 2013 ; Frédéric Regard (dir), *Féminisme et prostitution dans l'Angleterre du XIX^e siècle : la croisade de Joséphine Butler*, Lyon, ENS Éditions, 2013 ; Christine Machiels, *Les féminismes et la prostitution (1860-1960)*, Rennes, PUR, coll. Archives du féminisme, 2016.

3. Marie-Sylvie Dupont-Bouchat et Éric Pierre (dir), *Enfance et justice au XIX^e siècle. Essais d'histoire comparée de la protection de l'enfance 1820-1914. France, Belgique, Pays-Bas, Canada*, Paris, PUF, 2001.

4. Avec, par exemple, la loi française du 11 avril 1908 sur la prostitution des mineures, ou la loi belge du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance.

5. Jean-Michel Chaumont, *Le mythe de la traite des blanches : enquête sur la fabrication d'un fléau*, Paris, La Découverte, 2009.

6. Alain Corbin, *Les Filles de noce. Misère sexuelle et prostitution au XIX^e siècle*, Paris, Aubier, 1978.

Selon les statistiques officielles, les étrangères sont en nombre important dans le système réglementariste bruxellois dès son instauration et jusqu'au scandale des « petites Anglaises »⁷ ; des années 1880 à la Première Guerre mondiale, leur nombre diminue avant de remonter de nouveau⁸. De son côté, Carine Steverlynck souligne que le nombre de prostituées mineures en Belgique au XIX^e siècle est considérable : à Anvers, Bruges ou Gand, elles peuvent représenter 14 à 29 % des filles publiques enregistrées⁹. Déjà, pour la fin du XVIII^e siècle, Armand Deroisy souligne qu'il n'y a pas de limite d'âge en-dessous duquel la prostitution d'une fille est considérée comme débauche de mineure¹⁰. Alors que les travaux concernant l'affaire des petites Anglaises insistent sur la non-spécificité du cas bruxellois¹¹, notamment en matière de corruption policière, cette importance tant des mineures que des étrangères tout au long du siècle questionne. Est-ce que la relative tolérance des autorités belges vis-à-vis de la prostitution des mineures a pu favoriser la mise en place d'un trafic de prostituées à destination de la Belgique ? Et notamment avec la France, alors que le modèle français de réglementation de la prostitution, qui date du Premier Empire, est introduit en Belgique dans le sillage des armées napoléoniennes¹² ?

Les statistiques produites au XIX^e siècle, et plus globalement la littérature imprimée à propos de la prostitution, notamment des mineures et des étrangères, sont à lire au prisme des affrontements entre réglementaristes et abolitionnistes quant à l'utilité de la prostitution légale¹³. C'est pourquoi cet article se propose d'aborder, à partir d'un recensement des prostituées étrangères effectué à Bruxelles en 1842, les nombreuses zones d'ombre qui existent quant à l'ampleur du trafic, la réalité des parcours migratoires et l'expérience prostitutionnelle préalable des migrantes qui se rendent en Belgique. À cette date, le gouvernement de la province de Brabant demande au collège du Bourgmestre et des Échevins de la ville de faire signaler à l'Administration de la sûreté publique¹⁴, au moyen de bulletins, les prostituées étrangères dans le but de les faire renvoyer à la frontière¹⁵. Si les archives n'informent en rien

7. Aurore François, Christine Machiels, « Une guerre de chiffres : l'usage des statistiques par les discours abolitionnistes et réglementaristes sur la prostitution à Bruxelles (1844-1948) », *Histoire & Mesure*, t. 22, n° 2, 2007, p. 103-134.

8. Benoit Majerus, « La prostitution à Bruxelles pendant la Grande Guerre. Contrôle et pratiques », *Crime, Histoire & Sociétés*, t. 7, n° 1, 2003, p. 5-42.

9. Carine Steverlynck, « La traite des blanches et la prostitution infantine en Belgique (1800-1950) », *Paedagogica Historica*, t. 29, n° 3, 1993, p. 779-820.

10. Armand Deroisy, *La répression du vagabondage, de la mendicité et de prostitution dans les Pays-Bas Autrichiens durant la seconde moitié du XVIII^e siècle*, Bruxelles, thèse de doctorat en histoire, ULB, 1965, p. 429.

11. Jean-Michel Chaumont, « L'affaire de la traite des blanches (1880-1881) : un scandale bruxellois ? », *Brussels Studies*, 2011, n° 46, mis en ligne le 24 février 2011.

12. Armand Deroisy, *op. cit.*

13. Aurore François et Christine Machiels, « Une guerre de chiffres », art. cit.

14. Cette administration constitue le service civil de renseignements et de sécurité du pays et sa principale compétence est la police des étrangers.

15. Archives de la ville de Bruxelles (AVB), POL 284, II.C « Bulletins de renseignements de prostituées étrangères », lettre du gouvernement de la province de Brabant du 27 septembre 1842.

sur le sort des prostituées étrangères alors contrôlées, soixante-dix bulletins ont néanmoins été conservés. Ils comportent les informations normalement demandées lors de tout enregistrement de filles publiques à Bruxelles : nom, prénom, âge, lieu de naissance, dernier domicile, profession antérieure et circonstances de l'entrée dans la prostitution. Ces bulletins sont, à de rares exceptions près, remplis de façon exhaustive et constituent donc une source exceptionnelle pour appréhender la présence de prostituées étrangères dans la ville de Bruxelles avant l'établissement d'une réglementation officielle en 1844¹⁶. Ces informations ont été complétées par les correspondances entre les différents services municipaux et nationaux quant aux prostituées étrangères pour la période 1839-1845 et par des recherches prosopographiques sur le contingent de Françaises présentes en 1842. Par conséquent, cet article entend étudier la place des prostituées étrangères dans le système réglementariste bruxellois et ses éventuelles spécificités puis les parcours migratoires de ces femmes et ce qu'ils révèlent des migrations transfrontalières liées à la prostitution.

LES ÉTRANGÈRES DANS LE SYSTÈME RÉGLEMENTARISTE BRUXELLOIS

En Belgique, comme dans de nombreux pays qui s'inspirent du modèle réglementariste français, le contrôle de la prostitution se fait à l'échelon municipal : à Bruxelles, c'est la prérogative du collège du Bourgmestre et des Échevins à partir de 1836. Le premier règlement officiel est introduit en 1844 en dépit de l'existence, depuis 1810, d'un système d'enregistrement non obligatoire. L'un comme l'autre distinguent deux catégories de femmes : les prostituées vivant et travaillant en « maison de débauche » et les filles « éparses » ou « cartées » qui racolent dans la rue et amènent leurs clients dans une maison dite de passe. En 1844, 288 femmes sont régulièrement soumises aux visites sanitaires dont 128 éparses et 160 filles en maison. Entre 1846 et 1856, et avec d'importantes variations mensuelles, le nombre de pensionnaires fluctue entre 122 et 221, et celui des éparses entre 90 et 256 ; cette instabilité de la population prostitutionnelle officielle est due au fait qu'un certain nombre de femmes s'installent dans les faubourgs et communes avoisinantes pour échapper à la surveillance médicale et policière¹⁷. Mais elle est, plus largement, liée à la labilité de l'activité prostitutionnelle dont les

16. AVB, POL 281, *Ville de Bruxelles, règlement sur la prostitution du 18 avril 1844*. Ce règlement statue sur les trois aspects essentiels du réglementarisme : le « cartage » ou l'inscription de femmes en tant que filles publiques, la visite sanitaire et la maison close.

17. J.-R. Marinus, « De la prostitution à Bruxelles », in Alexandre Parent-Duchâtelet, *De la prostitution dans la ville de Paris suivie d'un Précis hygiénique, statistique et administratif sur la prostitution dans les principales villes de l'Europe... 3^e édition complétée par des documents nouveaux... par MM. A. Trébuchet... Poirat-Duval...*, t. 2, Paris, J.-B. Baillière et fils, 1857, p. 736-737.

principales actrices passent d'une activité professionnelle à une autre, de la prostitution tolérée aux pratiques clandestines.

Des prostituées exerçant principalement dans les maisons de débauche de la ville

La présence d'étrangères au sein des prostituées exerçant à Bruxelles ne peut se comprendre indépendamment de l'intensification des migrations, temporaires ou non, au cours du XIX^e siècle. Ainsi le *Registre relatif aux filles publiques arrêtées pour débauche*, qui couvre la période du 26 juin 1779 au 12 juin 1794, ne fait apparaître, à quelques exceptions près, que des femmes originaires des différents territoires des Pays-Bas autrichiens et des zones frontalières¹⁸. Si l'importance du libertinage y est attribuée à la multitude de « filles publiques étrangères » sévissant à Bruxelles, l'expression ne désigne alors, d'une manière particulièrement significative, que les femmes qui ne sont pas natives de cette ville ou de son ressort. Par contre, en octobre 1842, les 70 prostituées considérées comme étrangères le sont en raison de leur nationalité et constituent environ un quart de la population prostitutionnelle réglementée de la capitale belge. Rares sont les études statistiques concernant la première moitié du XIX^e siècle et seules quelques comparaisons sont possibles pour essayer de saisir les spécificités de la situation bruxelloise. Sur les 12 707 femmes inscrites à Paris entre 1816 et 1831, Alexandre Parent-Duchâtelet n'a recensé que 483 femmes étrangères¹⁹. À Bordeaux, entre 1834 et 1851, il y a eu 4 066 femmes inscrites dont seulement 108 étrangères²⁰. La situation à Bruxelles, où les étrangères, constituent une sous-population importante, n'a donc, *a priori*, rien d'évident et ne peut se comprendre qu'à l'aune de la pyramide prostitutionnelle bruxelloise.

En 1842, seules onze étrangères travaillent hors maison et presque toutes dans le quartier pauvre des Marolles, situé au sud du Pentagone. Les 59 autres étrangères travaillent en maison, dans des établissements qui intègrent, pour la plupart d'entre eux, le nouveau système mis en place en 1844²¹. À partir de cette date, les maisons de débauche bruxelloises sont réparties en trois catégories : la première classe comprend les établissements où les faveurs se payent 5 francs ou plus ; la deuxième classe, les maisons où les prix varient entre 2 à 5 francs ; et enfin, la troisième classe, celles dont les tarifs sont inférieurs à 2 francs²². En 1842, les prostituées étrangères sont concentrées dans

18. AVB, SAH 1143, *Registre relatif aux filles publiques arrêtées pour débauche*.

19. Alexandre Parent-Duchâtelet, *De la prostitution dans la ville de Paris, considérée sous le rapport de l'hygiène publique, de la morale et de l'administration : ouvrage appuyé de documents statistiques puisés dans les archives de la Préfecture de police*, t. 1, J.-B. Baillière, 1836, p. 40-41.

20. J. Venot, « Coup d'œil sur la prostitution à Bordeaux », in Alexandre Parent-Duchâtelet, *op. cit.*, t. 2, 1857, p. 399.

21. AVB, POL 284, I. « État des personnes qui suite à l'ordonnance du 18 avril 1844 sollicitent l'autorisation de pouvoir continuer à tenir maison de débauche ou de rendez-vous 12 août 1844 » et II. « État et relevés des maisons de prostitution et de prostituées 1827 ; 1833 ; 1836 ; 1839 ; 1844-1846 ; 1876 et s.d. ».

22. AVB, POL 283, *Ville de Bruxelles, règlement sur la prostitution*, 18 avril 1844.

26 établissements sur les 41 alors recensés, ce qui équivaut pratiquement au nombre de maisons de première et de deuxième catégorie (24) autorisées en 1844. Au sein de ces maisons, toutes accueillent de une à quatre étrangères sauf les établissements de premier ordre du 9 de la rue Crombras et du 14 de la rue Saint-Laurent qui en embauchent respectivement huit et neuf. Cette pyramide prostitutionnelle reflète une situation que l'on rencontre dans d'autres grandes villes européennes, à savoir qu'en dehors de quelques établissements prestigieux, la prostitution à destination des clients aisés, voire très aisés, est clandestine²³. Mais elle est révélatrice néanmoins d'un particularisme bruxellois : l'importance des femmes étrangères dans les maisons de débauche qui revendiquent un certain « standing ». Selon le docteur Marinus, les maisons de premier ordre comptent des « filles ayant reçu une certaine éducation et au fait des manières et du langage du monde. Elles sont généralement ou françaises ou allemandes²⁴ » ; tandis que pour les maisons de deuxième ou troisième catégorie, la majorité des pensionnaires sont « des filles du pays²⁵ ».

Ce constat est corroboré par les analyses statistiques de Sophie de Schaepdrijver pour la période 1844-1877 : les maisons de premier ordre n'embauchent quasi exclusivement que des étrangères, par contre celles-ci ne représentent respectivement que 35 % et 10 % des prostituées de seconde et troisième catégorie²⁶. Ce recrutement de prostituées françaises et allemandes dans les établissements de premier ou deuxième ordre explique les différents contingents nationaux en présence. En 1842, plus de deux tiers des prostituées étrangères exerçant à Bruxelles sont nées en France (50) ; les autres viennent de régions aujourd'hui en Allemagne (12) et dans les actuels Pays-Bas (7). Deux, enfin, viennent du Royaume-Uni. Ces femmes sont donc massivement originaires de pays voisins et culturellement proches. Ce constat est d'autant plus marqué que les Françaises sont nées dans 24 départements différents mais que la moitié d'entre elles sont issues des départements frontaliers de la Belgique (Ardennes, Meuse, Moselle) et des territoires de l'ancienne Picardie et des Flandres. Le fait est que, jusqu'à la fin du XIX^e siècle, les migrations internationales vers la Belgique se font sur des distances relativement courtes en provenance des pays limitrophes et notamment les Pays-Bas, la France et l'Allemagne²⁷. De ce point de vue, les prostituées étrangères ne se distinguent guère des autres étrangers se rendant en Belgique. En 1842, sur une population de 113 000 habitants, on dénombre, à Bruxelles, 7 080

23. Lola Gonzalez-Quijano, *Capitale de l'amour. Filles et lieux de plaisir à Paris au XIX^e siècle*, Paris, Vendémiaire, 2015.

24. J.-R. Marinus, *art. cit.*, p. 736-737.

25. *Ibid.*

26. Sophie de Schaepdrijver, « Regulated Prostitution in Nineteenth-Century Brussels: A Policy and Its Implementation », *Historical Social Research/Historische Sozialforschung*, n° 37, janvier 1986, p. 89-108, p. 100.

27. Jean Stengers, « Les mouvements migratoires en Belgique aux XIX^e et XX^e siècles », *Revue belge de philologie et d'histoire*, vol 82, n° 1, 2004, p. 338.

étrangers : les Français en constituent 45 %, l'Allemagne et les Pays-Bas sont chacun représentés par 19 % des étrangers, l'Angleterre par 11 % et les autres pays par 6 % seulement²⁸.

Des mobilités professionnelles afin de satisfaire la clientèle

Alors qu'à la même époque, les bordels de luxe parisiens entendent offrir à leurs clients une galerie de types féminins – la négresse, la juive, l'andalousse, etc. – l'exotisme à Bruxelles semble donc surtout être non-belge, ou du moins français. Phénomène qui n'est pas sans lien avec l'aura des figures féminines parisiennes – grisettes, lorettes, actrices, etc. – diffusée par la littérature, la presse et le théâtre français de l'époque²⁹, et qui trouve alors un très large écho en Belgique³⁰. Mais l'importance des prostituées étrangères dans le système réglementariste bruxellois mérite d'être plus largement lue à l'aune de l'impératif, pour les tenanciers de maisons de débauche, de renouveler régulièrement leurs pensionnaires afin de satisfaire non seulement les désirs d'exotisme mais aussi de nouveauté de leurs clients et habitués. Alexandre Parent-Duchâtelet est le premier à mettre en évidence le phénomène dans les années 1830, même s'il l'associe à la tournure d'esprit des prostituées et à leur « besoin de mouvement »³¹. Leur légèreté et leur besoin de changer de place expliqueraient, selon lui, que les prostituées parisiennes se rendent souvent en province au point qu'il n'est pas rare qu'elles changent cinquante fois d'établissement dans le cours d'une année (soit un séjour moyen d'une semaine par maison). À Bruxelles, ce turn-over de la population prostitutionnelle concerne tout particulièrement les maisons de luxe. Dans les établissements de premier ordre bruxellois, 27 % des femmes restent moins d'un mois (dont la moitié d'entre elles moins d'une semaine) tandis que, dans les maisons de deuxième classe, 30 % des pensionnaires restent moins d'un an et 69 % en ce qui concerne les maisons les moins cotées³². Sur les 115 prostituées étrangères dont l'arrivée à Bruxelles entre septembre 1839 et décembre 1841 a été signalée à l'administration municipale, seules six sont encore présentes dans le système réglementariste bruxellois lors du recensement d'octobre 1842³³. Elles ne sont cependant pas restées dans un seul établissement puisqu'elles ont toutes séjourné dans plusieurs villes du pays et au moins deux fois dans la capitale au cours de la période. En ce qui concerne les prostituées étrangères

28. *Ibid.*, p. 339.

29. Sydney D. Braund, *The "Courtisane" in the French Theatre from Hugo to Becque (1831-1885)*, Baltimore, John Hopkins Press, 1947 ; Charles Bernheim, *Figures of Ill Repute : Representing Prostitution in Nineteenth-Century France*, Durham, Duke University Press, 1989.

30. Frédéric Fabert, *Histoire du théâtre français en Belgique, depuis son origine jusqu'à nos jours*, Bruxelles, F.-J. Olivier, 1878.

31. Alexandre Parent-Duchâtelet, *De la prostitution dans la ville de Paris, op. cit.*, 1836, t. 1, p. 328.

32. Sophie de Schaepdrijver, « Regulated Prostitution in Nineteenth-Century Brussels... », art. cit., p. 100.

33. AVB, POL 264, II.B « Envoi d'extraits de passeports à l'administration de la Sûreté, 1839-1841 ».

recensées en octobre 1842, 46 d'entre elles (65 %) sont arrivées à Bruxelles depuis moins d'un an et, parmi elles, 10 (soit 22 %) sont arrivées moins d'un mois auparavant.

Ce qui incite à penser qu'une grande partie de ces femmes n'a pas vocation à faire carrière prostitutionnelle à Bruxelles et effectue au contraire un court séjour dans la capitale, voire dans plusieurs villes belges. L'importance de femmes étrangères, ou seulement non-locales, dans les établissements de luxe n'est pas, en effet, spécifique à la capitale belge. À Strasbourg par exemple, dans les années 1850, sur les 253 prostituées enregistrées pour lesquelles un lieu de naissance est connu, 176 sont françaises et 77 étrangères; recrutées essentiellement par les établissements de luxe, la plupart viennent d'Allemagne et de maisons de prostitution situées à Mayence, Francfort, Karlsruhe et Munich³⁴. Cette importance du recrutement allogène des pensionnaires dans l'économie des maisons de première et seconde catégorie a sans doute favorisé, dans le contexte réglemmentariste européen du premier XIX^e siècle, la rotation, l'échange et la circulation des filles de maison à l'échelle non seulement nationale mais internationale. Les modalités de venue à Bruxelles des prostituées étrangères en 1842 semblent confirmer cette hypothèse et faire de Paris une plaque tournante de la prostitution au niveau national et européen, tandis que Lille et Aix-la-Chapelle semblent constituer des foyers régionaux et des points de passage transfrontaliers³⁵. La plupart des prostituées arrivées directement à Bruxelles depuis l'étranger sont en effet des Françaises ayant migré pour travailler en maison à l'instar d'Adélaïde Berque qui possède un passeport délivré par la Préfecture de police de Paris le 6 octobre 1842, passe la frontière le 8 et arrive le 10 à Bruxelles. Or, à Paris, la gestion de la prostitution est l'affaire de la Préfecture de police : on peut donc légitimement considérer que c'est en toute connaissance de cause que son passeport lui a été délivré.

Sophie Martin arrive à Bruxelles en octobre 1841 avec un passeport délivré par la Préfecture de police de Paris le 29 septembre mais son bulletin indique que, huit mois auparavant, elle était placée comme femme de chambre dans la capitale française. De même, Rosalie Lucas et Antoinette Hamaker étaient toutes deux « entretenues », l'une à Paris, l'autre vraisemblablement à Amsterdam, avant leur entrée en maison. Les informations quant à l'arrivée à Bruxelles et la profession antérieure présentes dans les bulletins laissent penser que certaines étrangères ont initié, dans leur pays d'origine, leur carrière prostitutionnelle, de façon clandestine ou non, puis sont entrées à un moment ou un autre dans une maison de débauche officielle. Et que, de là, elles se sont retrouvées insérées dans les circulations et

34. Émile Strohl, « Coup d'œil sur la Prostitution à Strasbourg », in Alexandre Parent-Duchâtelet, *op. cit.*, t. 2, 1857, p. 514.

35. La compilation des informations contenues dans les 70 bulletins à propos de la dernière ville de résidence avant l'arrivée en Belgique fait apparaître 25 localités dont Paris (mentionnée 26 fois), Lille (10) et Aix-la-Chapelle (7).

échanges de femmes, à l'échelle nationale et internationale, qui participent des politiques de renouvellement de l'offre des maisons, principalement de luxe. Pour les années 1830, Alexandre Parent-Duchâtelet fait allusion à l'existence de proxénètes parisiennes entretenant des correspondances avec les provinces et les pays étrangers et envoyant des filles à Londres et à Bruxelles³⁶. Il évoque, de plus, des tenancières parisiennes qui, deux ou trois fois par an, font des voyages dans quelques villes de Flandres et particulièrement à Bruxelles, et qui, si elles ne tiennent pas maison dans ces différentes villes, sont néanmoins intéressées dans l'exploitation de celles qui s'y trouvent³⁷. La prostitution officielle n'est cependant pas la seule à connaître des trafics internationaux : en 1873, le procès de la veuve Rondy pour proxénétisme et excitation de mineures à la débauche met ainsi en lumière les échanges de femmes entre cette dernière, dirigeant une maison de rendez-vous, huppée et clandestine, à Paris, et la femme Strausack, tenant le même type d'établissement à Bruxelles³⁸.

Les étrangères : des mineures plus facilement exploitables

Bien qu'il fasse de la mobilité des prostituées, une conséquence de leur légèreté et de leur besoin de mouvement, Alexandre Parent-Duchâtelet constate que, passé 30 ans, celles-ci se déplacent moins³⁹. Phénomène qu'il explique par des « habitudes plus sédentaires » sans faire le rapprochement avec l'importance de l'âge, de la jeunesse, mais surtout de la « fraîcheur », dans le recrutement des maisons, *a fortiori* de luxe. En ce qui concerne les prostituées étrangères à Bruxelles en 1842, les bulletins indiquent des âges allant de 21 à 37 ans pour une moyenne de 24 ans et demi. Cela rejoint les statistiques de Sophie de Schaepdrijver pour la période 1872-1902 où l'âge moyen à l'inscription se situe entre 21 et 25 ans. Âge moyen qui masque cependant des différences selon les catégories d'établissements : un tiers des femmes travaillant dans des maisons de 3^e catégorie ont plus de 30 ans, 5 % pour celles de deuxième catégorie et 4 % pour celles de première. 49 % des pensionnaires d'établissement de premier ordre sont âgées de moins de 23 ans, 41 % pour ceux de deuxième ordre et 29 % pour ceux de troisième ordre⁴⁰. Les établissements de luxe bruxellois embauchent donc massivement de jeunes, voire de très jeunes, étrangères.

Néanmoins, ces chiffres sont à prendre avec beaucoup de précaution. Les jeunes filles sont très demandées par les clients, qui ne craignent pas, souvent, de réclamer des mineures. Outre le désir de « chair fraîche » ou celui de possé-

36. Alexandre Parent-Duchâtelet, *De la prostitution dans la ville de Paris, op. cit.*, 1836, t. 1, p. 184.

37. *Ibid.*, t. 1, p. 452.

38. *Le Figaro*, « Affaire de la rue de Suresnes », 22 février 1873, p. 2-3.

39. Alexandre Parent-Duchâtelet, *De la prostitution dans la ville de Paris, op. cit.*, 1836, t. 1, p. 328.

40. Sophie de Schaepdrijver, « Regulated Prostitution in Nineteenth-Century Brussels... », art. cit., p. 99.

der une vierge, on peut y voir aussi l'espoir de se prémunir ainsi des maladies vénériennes⁴¹. Le premier règlement officiel de la ville de Bruxelles en 1844 est silencieux sur la limite d'âge pour l'inscription en tant que prostituée contrairement à son modèle parisien⁴². Cependant, selon le docteur Marinus, les femmes de moins de 21 ans ne peuvent être inscrites⁴³. L'exploitation sexuelle des mineures constitue une activité particulièrement rentable en raison tant de la demande que des éventuelles sanctions policières et judiciaires à son encontre, notamment en France. Ce qui incite la plupart des tenanciers à vendre de fausses mineures ou de fausses vierges aux clients crédules mais poussent aussi certains à exploiter des mineures faussement majeures. Sur les 30 Françaises dont il a été possible de retrouver l'acte de naissance, un tiers d'entre elles sont en réalité mineures en 1842. Le bulletin de Rosalie Séraphine Blot lui donne ainsi 22 ans en octobre 1842 alors qu'elle est née le 24 avril 1822⁴⁴; celui de Marie Lucas, 22 ans, alors qu'elle n'en a que dix-sept⁴⁵. Dans ce dernier cas, il est fort possible que ce soit l'acte de naissance de sa sœur Marie Louise, née le 4 juillet 1821 et morte 6 jours après, qui ait été utilisé pour la faire passer pour majeure⁴⁶. Mais à quel moment, ces mineures ont-elles été présentées comme majeures? Au moment de leur inscription comme fille publique ou à leur entrée en maison? En France ou en Belgique? Il n'est pas possible de le savoir à partir des documents retrouvés mais il est clair qu'il y a eu création de faux-papiers à un moment ou à un autre, sauf à croire que les agents ayant complété les bulletins aient sciemment menti. Hypothèse qui, à défaut de pouvoir être confirmée, n'est pas à rejeter totalement au regard, en particulier, du rôle joué par certains policiers dans l'affaire des petites Anglaises. Le maquillage des états civils pour que les mineures puissent travailler dans les maisons de tolérance semble donc avoir été pratiqué dès la mise en place d'une organisation officielle de la prostitution; et non pas seulement à la fin du siècle lorsque le recrutement de pensionnaires est réputé plus difficile du fait que les femmes rechignent de plus en plus à rejoindre la prostitution officielle⁴⁷. Au vu des actes de naissance retrouvés, les mineures constituent une minorité non négligeable et la réalisation de faux-papiers, une pratique avérée bien que non systématique. Néanmoins cette comparaison entre âge déclaré et âge sur les registres d'état civil n'a pu être effectuée que lorsqu'il a été possible de retrouver ces femmes : ce qui implique, parmi d'autres paramètres, que les noms et prénoms, ainsi

41. Alain Corbin, *Les Filles de noce...*, op. cit.

42. Colette Huberty, *Réglementarisme et abolitionnisme en matière de prostitution à Bruxelles (1830-1914)*, Mémoire de licence en histoire, ULB, 1982.

43. J.-R. Marinus, *art. cit.*, p. 732.

44. Archives départementales du Pas-de-Calais, registre des naissances de la ville d'Arras, acte n° 3 du 24 avril 1822.

45. Archives départementales du Morbihan, registre des naissances de la ville de Josselin, acte n° 8 du 7 février 1825.

46. Procédé que l'on retrouve lors du scandale des « petites anglaises » dans les années 1880.

47. Jean-Marc Berlière, *La Police des mœurs sous la III^e République*, Paris, Éditions du Seuil, 1992.

que la commune de naissance n'aient pas fait l'objet de falsification... De ce fait, le pourcentage de mineures étrangères travaillant en maison pourrait être bien plus important.

Malgré les règlements, la prostitution de mineures est, dans plusieurs pays européens au XIX^e siècle, une réalité combattue par les mouvements abolitionnistes, dénoncée par la presse à grand tirage et reconnue par les partisans du système réglementariste⁴⁸. La plupart des auteurs ayant participé au *Précis statistique... de l'état de la prostitution dans les principales villes de l'Europe* qui complète l'édition de 1857 du livre d'Alexandre Parent-Duchâtelet sur Paris en font ainsi état. Ces auteurs déplorent notamment le fait que «le corps le plus juvénile, la physionomie la plus enfantine, n'éveillent aucun soupçon» chez les agents des mœurs⁴⁹. Qu'il puisse y avoir collusion entre tenancières et agents des mœurs lorsque des mineures intègrent les circuits de la prostitution officielle est tout à fait envisageable. Mais surtout la logique de l'administration n'est pas celle de la protection de l'enfance mais celle de la lutte contre les maladies vénériennes et la prostitution clandestine. L'argument, à Bruxelles comme ailleurs, en faveur de l'inscription de mineures étant que se prostituant déjà, et pour certaines depuis plusieurs années, il vaut mieux, tant du point de vue moral et médical, que ces femmes «sévisent» au sein de la prostitution autorisée plutôt qu'au dehors⁵⁰. Justification que l'on retrouve implicitement dans le bulletin de Louise Damiens qui, par ailleurs, est silencieux sur son âge. Originnaire d'Arras, elle arrive à Bruxelles en janvier 1842 à l'âge de 19 ans après avoir séjourné un an à Louvain : son bulletin indique que cela fait deux ans qu'«elle se livre à la débauche». À cet égard, il n'est pas impossible que la circulation internationale des prostituées de maison ait favorisé l'exploitation des mineures. En effet, des disparités flagrantes semblent se dessiner dans le traitement des prostituées mineures selon qu'elles sont étrangères ou non. Lorsque ces dernières appartiennent à la communauté locale ou nationale, les autorités tentent généralement d'intervenir auprès des parents ou de faire appel à des institutions de relèvement⁵¹ mais elles n'entreprennent que très rarement ces démarches lorsqu'elles sont étrangères. Attitude qui semble relever de l'action publique «par le bas» et dépendre de l'appréciation individuelle des agents car seul le règlement du 25 janvier 1853 relatif à la prostitution tant tolérée que clandestine à Ber-

48. Jean-Marc Berlière, *La police des mœurs*, op. cit. ; Judith R Walkowitz, *Prostitution and Victorian Society : Women, Class and the State*, Cambridge, Cambridge University Press, 1980 ; Alberto Cairoli, Giovanni Chiaberto, Sabina Engel, *Le Déclin des maisons closes : la prostitution à Genève à la fin du XIX^e siècle*, Genève, éditions Zoé, 1987.

49. J. Venot, op. cit., p. 402.

50. Jean-Michel Chaumont et Michel Frédéric, «L'admission des mineures dans les maisons de tolérance bruxelloises : la dynamique de l'abus et le profil des victimes», in Jean-Michel Chaumont et Christine Machiels (dir), op. cit, p. 45-82.

51. C'est notamment le cas en ce qui concerne les mineures arrêtées pour prostitution à Paris. Cf. Lola Gonzalez-Quijano, «Precarietà operaia e prostituzione : il caso delle operaie parigine nell'Ottocento», in Laura Guidi et Maria Rosaria Pelizzari (dir), *Atti del quinto congresso della SIS*, vol. 3, SIS, 2013, p. 393-398.

lin est explicite sur ce sujet : « Les mineures ne seront inscrites que lorsque leurs antécédents démontreront qu'elles étaient déjà livrées à la prostitution ; car les parents mêmes et les tuteurs n'ont pas le droit de vouer au vice une jeune fille qui est sous leur direction. Pour les étrangères qui sont mineures, il suffira du passeport ou d'une preuve officielle qu'elles se sont adonnées à la prostitution⁵². » Alors que la Cour de cassation belge confirme en 1848, la légalité de l'inscription des mineures⁵³, il n'est pas impossible, par ailleurs, que la situation en Belgique, ait été particulièrement propice, par rapport à d'autres pays européens, à l'exploitation de mineures, favorisant ainsi l'envoi vers ce pays de jeunes filles plus difficilement employables ailleurs.

Les archives, tant parisiennes que bruxelloises, mettent en évidence des connexions très importantes entre les deux capitales en matière de prostitution de luxe, connexions qui ont certainement été favorisées par l'existence d'une offre prostitutionnelle légale dans les deux pays. Mais la nécessité, pour les établissements bruxellois de première catégorie, de renouveler en permanence leur personnel et de recruter à l'international, conjuguée à l'intérêt moindre de l'administration pour les mineures dès lors qu'elles sont étrangères et à la corruption récurrente des agents des mœurs, ont sans doute créé des conditions plus que favorables au développement d'une circulation internationale de prostituées mineures. Celles-ci sont présentes en nombre important dans les maisons de débauche bruxelloises dès l'instauration d'une réglementation officielle et non pas à partir du nouveau règlement de 1878, considéré comme ayant favorisé l'admission des mineures en maison tolérance⁵⁴.

MIGRER POUR SE PROSTITUER : « TRAITE DES BLANCHES » OU AGENTIVITÉ DES PROSTITUÉES ?

Ce trafic international de mineures à destination de Bruxelles ne devient scandale qu'une quarantaine d'années plus tard avec l'affaire des « petites Anglaises ». Cependant, le fait que les proxénètes parisiennes et bruxelloises puissent s'écrire, s'envoyer, voire s'échanger des pensionnaires, éventuellement mineures, n'implique pas que les femmes soient obligatoirement contraintes, par la violence, ni à la prostitution, ni à la migration.

Précarité ouvrière et entrée précoce dans la prostitution

Comme signalé précédemment, il n'a été possible de mettre en évidence la minorité d'un certain nombre de prostituées étrangères qu'en confrontant

52. « Notice sur la prostitution à Berlin, d'après le docteur F.-J. Behrend, complétée par les décrets, ordonnances et règlements de police », in Alexandre Parent-Duchâtelet, *op. cit.*, t. 2, 1857, p. 681.

53. Jean-Michel Chaumont et Michel Frédéric, « L'admission des mineures », art. cit.

54. Jean-Michel Chaumont, « L'affaire de la traite des blanches (1880-1881) », art. cit.

les informations compilées dans les bulletins avec leur véritable état civil. Toutefois, même en croisant l'âge et l'époque d'arrivée dans le pays déclarés dans les bulletins, on obtient une quantité importante (40 %) de femmes arrivées mineures. Rosalie Lucas, après avoir été entretenue pendant deux ans à Paris, se rend en Belgique à l'âge de 15 ans. Évidemment toutes les migrantes mineures ne sont pas des prostituées. Mais si l'on considère que, dans les bulletins, le fait de ne pas avoir eu de domicile en Belgique implique que l'objectif de la migration était de travailler en maison de débauche alors, on peut estimer qu'au moins 19 % de ces femmes sont venues se prostituer alors qu'elles étaient mineures, et parfois extrêmement jeunes. Elisa Schwartz arrive en Belgique en 1835 en provenance d'Aix-la-Chapelle à l'âge de 14 ans ; avant d'entrer en maison, probablement dans cette dernière ville, elle demeurait chez ses parents. Cette importance des prostituées mineures ne doit pas cependant être lue sous le seul angle du proxénète sans scrupule ou de l'agent des mœurs corrompu, mais également sous celui de la précocité des rapports sexuels que peuvent favoriser, notamment chez de jeunes migrantes, l'absence de famille et l'anonymat de la ville. Une étude menée par le professeur Barthélemy à l'infirmerie de Saint-Lazare entre 1891 et 1899 montre ainsi que les soumises, dont il a étudié le passé, avaient été en moyenne déflorées à seize ans et s'étaient livrées à la prostitution clandestine pendant environ trois années avant leur inscription⁵⁵.

De même, les autobiographies de femmes galantes qui fleurissent dans la seconde moitié du XIX^e siècle, même si elles sont soumises à bien des arrangements, laissent entrevoir des carrières prostitutionnelles initiées à l'âge où les jeunes filles sont placées en apprentissage⁵⁶. Ces entrées précoces dans la prostitution, aussi choquantes soient-elles, doivent être lues, non pas avec nos lunettes actuelles, mais au regard des pratiques d'un siècle qui a notamment vu l'arrivée massive des enfants dans les usines. Les recherches concernant la prostitution au XIX^e siècle en Europe ont mis en évidence le fait que les prostituées sont majoritairement issues des couches les plus pauvres et les plus précaires de la population même si, au sommet de la pyramide prostitutionnelle et notamment à Paris, les profils sont plus divers⁵⁷. Globalement, les informations données par les bulletins quant à la profession antérieure laissent entrevoir un passé de dur labeur. Quarante femmes mentionnent une profession liée au linge et onze ont été domestiques faisant ainsi des secteurs du textile et de la domesticité les plus gros pourvoyeurs de

55. Alain Corbin, *Les Filles de noce*, op. cit., p. 72-73.

56. Lola Gonzalez-Quijano, « Raconter la prostitution : mémoires et autobiographies de femmes galantes du XIX^e siècle », in Patrizia Caraffi (dir), *Écrire, dit-elle, Scrivere lei disse*, Bologne, I libri di Emil, 2015, p. 97-110.

57. Alain Corbin, *Les Filles de noce*, op. cit. ; Mary Gibson, *Prostitution and the State in Italy, 1860-1915*, Columbus, Ohio State University Press, 1999 ; Sébastien Bourquin, *Racoleuses et proxénètes. Prostitution clandestine à Genève à la fin du XIX^e siècle*, Genève, Editions Alphil, 2008 ; Clyde Plumauzille, *Les Femmes publiques dans la cité républicaine (1789-1804)*, Paris, Champ Vallon, 2016.

prostituées étrangères (voir tableau n° 1). Situation qui s'explique largement par les conditions de travail et de salaire de ces deux secteurs d'activités. La plupart des métiers déclarés sont alors mal rémunérés car l'apprentissage et les qualifications qu'ils nécessitent, notamment pour la dentelle, ne sont pas reconnus au regard des représentations de l'époque quant aux femmes et au travail féminin⁵⁸.

Tableau n° 1 : Professions déclarées par les prostituées étrangères en octobre 1842

Profession mentionnée	Nombre de femmes	Profession mentionnée	Nombre de femmes
Actrice	3	Fille de boutique	1
Aucune profession avant	3	Fille de cuisine	1
Brassière	1	Lavandière	1
Brodeuse	3	Lingère	8
Chanteuse	1	Modiste	7
Couturière	15	Ouvrière en châle	2
Couturière en robe	1	Prostituée	1
Chez ses parents	4	Servante	5
Dentellière	2	Gouvernante en maison	1
Domestique	2	Tailleuse	1
Femme de chambre	2	Non-renseigné	2
Fille entretenue	2		

Selon le docteur Marinus, les femmes belges qui se prostituent à Bruxelles sont « recrutées parmi les servantes, les couturières, les ouvrières de tous états, que la paresse et le désir de se parer ont séduites et porté à la débauche⁵⁹ ». Extrait qui souligne le fait que les femmes qui se prostituent, qu'elles soient étrangères ou belges, appartiennent aux couches laborieuses de la société tout en témoignant du « racisme social » de l'auteur. La prostitution est en réalité souvent perçue, par les principales intéressées, comme une activité supplémentaire, une variable d'ajustement face à l'instabilité des revenus ouvriers féminins avant de devenir pour certaines une carrière⁶⁰. Sur les 52 femmes qui déclarent une activité professionnelle antérieure sans lien avec le monde de la prostitution, seize, qui travaillent toutes dans le domaine du textile, précisent qu'elles ont dû y renoncer faute de travail⁶¹. C'est le cas notamment

58. Michelle Perrot, « De la nourrice à l'employée... Travaux de femmes dans la France du XIX^e siècle » in Michelle Perrot, *Les Femmes ou les silences de l'histoire*, Paris, Flammarion, 1998, p. 191-200.

59. J.-R. Marinus, « De la prostitution à Bruxelles », *op. cit.*, p. 735.

60. Lola Gonzalez-Quijano, *Filles publiques et femmes galantes. Des sexualités légitimes et illégitimes à l'intérieur des espaces sociaux et géographiques parisiens (1851-1914)*, thèse en histoire, EHESS, 2012.

61. Les professions déclarées de ces seize femmes sont au nombre de six : brassière, brodeuse,

d'Hortense Drailly qui, avant d'entrer en maison, « exerçait l'état de brassière, le défaut d'ouvrage l'a dit-elle forcé d'y renoncer » et de Jeanne Doelen qui « exerçait l'état de couturière qu'elle a abandonné faute d'ouvrage »⁶². À cet égard, les éparses étrangères qui se caractérisent par une moyenne d'âge (26,6) plus élevée que les pensionnaires (23,4) et une plus grande stabilité — la majorité (8) est arrivée à Bruxelles cinq ans plus tôt — semblent avoir eu un parcours migratoire moins orienté par la prostitution. Deux d'entre elles signalent ainsi une activité professionnelle effectuée en Belgique : l'une a été servante à Gand, l'autre femme de chambre et, avant cela, boutiquière établie à Bruxelles.

Outre la précarité professionnelle, un lien entre l'absence de famille et l'entrée précoce dans la prostitution semble se dessiner. Parmi les trente Françaises dont on a pu étudier la situation familiale, la moitié avait perdu au moins un de ses deux parents en 1842. C'est notamment le cas d'Adrienne Vasseur, ancienne lingère, dont la mère, ménagère ou tailleur selon les actes d'état civil, décède en 1827 et le père, tailleur, en 1839. Malgré l'opprobre social qui couvre ses principales actrices, la prostitution peut être une réponse à la pauvreté et à la précarité intrinsèquement liées aux conditions de vie des ouvrières dans une économie basée sur le modèle du *male-breadwinner*⁶³, c'est-à-dire où les revenus du travail féminin ne sont considérés que comme une ressource complémentaire. Elle peut même participer d'une stratégie féminine d'ascension sociale alors qu'elle est, avec le théâtre, l'une des seules activités féminines où les femmes peuvent espérer réussir sans posséder de capital initial.

Endettement des prostituées et circulations entre les établissements

Mais pour cela, il faut généralement travailler dans un établissement de luxe et/ou quitter rapidement le milieu de la prostitution en maison. Et à cet égard, le meilleur moyen consiste à passer dans la prostitution clandestine de luxe et/ou à susciter suffisamment l'intérêt ou l'amour d'un client au point de devenir sa maîtresse attitrée. En novembre 1841, Anne Rappe écrit pour obtenir sa radiation : des différents rapports commandités pour étudier sa demande, il résulte qu'elle est venue à Bruxelles pour travailler dans la maison de première catégorie de la rue Saint-Laurent mais que, depuis un an, elle est entretenue par « une personne connue »⁶⁴. Ce type de sortie implique généralement que la pensionnaire est « rachetée » par le client au tenancier d'établissement, c'est-à-dire qu'il paye ses dettes. Car le maintien

couturière, dentellière, lingère et modiste.

62. AVB, POL 284, II. C « Bulletins de renseignements de prostituées étrangères », octobre 1842.

63. Jane Lewis (dir), *Women and Social Policies in Europe. Work, Family and the State*, London, Edward Elgar, 1994 ; Angélique Janssens, *The rise and decline of the male breadwinner family*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997.

64. AVB, I.A « Prostituées étrangères : correspondances 1835-1849 », *Bulletin de l'Administration de la sûreté publique*, 5 novembre 1841, et note non datée du commissaire Henne.

des femmes dans le système des maisons et leur circulation entre différents établissements reposent en partie sur leur endettement chronique. Le ou la tenancière d'un établissement officiel touche généralement la moitié du prix des passes effectuées par ses pensionnaires mais gagne aussi de l'argent en leur revendant avec une marge appréciable divers articles et denrées (chemises, rubans, gourmandises) et en imposant des amendes (impolitesse, retard, mésentente avec le client, etc.)⁶⁵. Le système d'endettement ordinaire pratiqué par la quasi-totalité des gérants de bordels transforme les pensionnaires en marchandise, souvent transférées d'une maison à une autre au gré de leurs dettes et des arrangements convenus entre tenanciers et « placiers ». Certains de ces derniers n'hésitent pas non plus à « débaucher » certaines pensionnaires pour les proposer à un autre établissement et toucher ainsi une commission : Augustine Mutel qui demeurait dans une maison de prostitution place Ventadour à Paris a été amenée en Belgique par un individu qui lui avait promis de pourvoir à ses moyens d'existence et qui l'a abandonnée à Mons⁶⁶. Le placement de femmes en maison de tolérance est l'objet d'un intense commerce auquel s'adonnent souteneurs, logeurs en garni, marchandes à la toilette, « rabatteurs », voire même conducteurs de diligences ! D'après Charles Lecour, qui fut chef de la 1^{re} division de la Préfecture de police de Paris, les faits étaient suffisamment nombreux en 1838 pour motiver une circulaire du préfet aux directeurs de messagerie ; par la suite, et toujours selon lui, l'essor du chemin de fer, dont le personnel actif n'a que peu de rapports avec les voyageurs, aurait mis fin à ce système⁶⁷. Encore en 1840, par exemple, la femme Henry, dite Aspasie, tenancière du 25 rue de Berlaimont, engage, à Paris, une certaine Marie Ancel qu'elle confie au conducteur de diligence Noël afin de la ramener à Bruxelles, elle-même prolongeant son séjour dans la capitale française⁶⁸.

Il est difficile de connaître les motivations des prostituées pour partir à Bruxelles : leur a-t-on fait miroiter des gains plus importants en travaillant à l'étranger et/ou dans un établissement de premier ordre, la possibilité de rencontrer des clients prêts à les entretenir, voire à les épouser, celle de pouvoir monter en grade ou de devenir tenancière d'établissement, ou tout simplement un effacement de leurs dettes ? Ou s'agit-il d'une véritable traite des blanches comme le dénoncent dans le dernier tiers du XIX^e siècle les mouvements abolitionnistes ? Une lettre de plainte de deux prostituées

65. Sur le quotidien des filles de maison et la manière dont elles peuvent être exploitées, voir notamment Laure Adler, *La vie quotidienne dans les Maisons closes, 1830-1930*, Paris, Hachette littérature, 1990 et Jill Harsin, *Policing Prostitution in the Nineteenth Century Paris*, Princeton, Princeton University Press, 1985.

66. AVB, I.A « Prostituées étrangères : correspondances 1835-1849 », lettre du Bourgmestre au service de la sûreté publique du 29 août 1839.

67. Charles-Jérôme Lecour, *La Prostitution à Paris et à Londres 1789-1870*, Paris, Asselin, 1870, p. 202.

68. AVB, I.A « Prostituées étrangères : correspondances 1835-1849 », lettre du conseil du Bourgmestre et des échevins à l'Administrateur de la sûreté publique du 2 juin 1840.

étrangères adressée au Bourgmestre permet d'entrevoir les rapports entre pensionnaires et tenanciers. On y lit qu'elles ont été engagées à Paris par le sieur Seyfried pour travailler dans l'établissement de première catégorie qu'il tient rue Saint-Laurent : « Depuis 9 mois que nous séjournons dans ce repaire nous avons été en but à des tracasseries, à des mauvais traitements dont le moindre résultat a été la perte totale de notre liberté et la privation d'une partie des nécessités de la vie. Nous supportons notre sort avec résignation mais l'événement d'hier qui est le sujet de notre lettre et que je vais vous conter [...]. Le sieur Seyfried entra insolemment et après nous avoir apostrophé d'une façon malhonnête il se porta envers nous à des violences arbitraires ; nous crachant à la figure et nous frappant »⁶⁹. Si ces deux femmes écrivent, c'est non seulement parce que le tenancier les a battues mais aussi parce qu'il menace de les mettre à la porte sans effets et qu'elles se sentent particulièrement démunies en tant que prostituées étrangères. La suite de la lettre précise leurs gains et ce qu'elles doivent au tenancier : 98 francs gagnés en 9 mois pour Mathilde et en dû : deux chapeaux, deux robes de soie, un peignoir blanc, une écharpe, 8 paires de souliers, 15 francs de blanchissage par mois et 35 francs reçus à Paris (pour un total de 456 francs) ; 1 823 francs gagnés en 9 mois pour Estelle et en dépenses : 6 chemises de calicot, 2 jupons, 6 paires de bas, 3 robes, 7 paires de souliers, 2 chapeaux, 100 francs de blanchissage (pour un total de 447 francs). Impossible de savoir à partir des documents conservés la réalité des dettes et des avoirs respectifs de chacun, cependant cette situation met en évidence, d'une part, la complexité des transactions entre pensionnaires et tenanciers et, de l'autre, l'importance des gains amenés par la prostitution dans ce type d'établissement. À titre de comparaison, une fileuse en lin à son compte gagne en moyenne 30 à 40 centimes par jour en 1841⁷⁰, soit un gain inférieur à 100 francs en 9 mois de travail. Ce qui est sûr en revanche, c'est que les rares plaintes de prostituées étrangères conservées pour la période 1835-1849 portent toutes sur des questions de dettes non payées et d'effets non restitués et en appellent à l'administration municipale pour obtenir justice : ce n'est pas de la prostitution en tant que telle dont se plaignent les étrangères mais des conditions dans lesquelles elles l'exercent.

Les prostituées inscrites sont, majoritairement, des jeunes femmes qui ne restent dans le système réglementariste que quelques années⁷¹. À cet égard, la migration en Belgique, *a fortiori* pour travailler dans un établissement de première catégorie, semble davantage être motivée par l'espoir de gains importants que par des contraintes physiques. En l'absence d'archives spécifiques sur ces 70 étrangères, autres que les bulletins consultés, et alors que ces

69. AVB, I.A « Prostituées étrangères : correspondances 1835-1849 », lettre du 19 décembre 18?? [1839] adressée au Bourgmestre.

70. « Enquête sur l'industrie linière, rapport de la commission », *Revue nationale de Belgique*, t. 5, Bruxelles, Librairie Polytechnique, p. 381.

71. Sur ce sujet voire notamment l'étude de Jacques Termeau, *Maisons closes de province : l'amour vénéral au temps du réglementarisme à partir d'une étude du Maine-Anjou*, Le Mans, Cénomane, 1986.

femmes n'apparaissent pas sur les registres d'enregistrement des passeports tant d'entrée que de sortie du territoire conservés aux archives de la ville de Bruxelles pour la période, il est bien difficile de savoir ce qu'elles deviennent après leur passage dans le système bruxellois. Parmi les trente Françaises pour lesquelles il a été possible d'entamer des recherches supplémentaires, trois meurent avant 1850 après être revenues dans leur région d'origine et auprès de leur famille. Il s'agit d'Adélaïde Berque devenue couturière à Sedan, d'Eliza Dufour, boulangère à Cambrai, et d'Adèle Touvignon, lingère à Longchamp (Aube). Onze se marient, parfois avec un homme issu d'un milieu social plus élevé si on en croit les professions indiquées dans les actes de mariage, à l'instar de Charlotte Drouvain qui épouse un rentier, ancien médecin, ou de Fanny Tyrode qui, après le décès de son premier époux en 1857, se remarie en 1858 avec un propriétaire. D'autres, bien qu'il soit difficile de le prouver, semblent avoir continué leur carrière galante à l'instar de Caroline Fausser, domiciliée à Asnières-sur-Seine lors de son décès à l'hôpital Beaujon en 1880. L'entrée dans le système réglementariste et, plus encore, la migration pour travailler dans une maison de débauche bruxelloise ne semblent ainsi ni une voie royale en termes d'ascension sociale ni une descente aux enfers, et paraissent davantage constituer une étape qu'une réelle bifurcation.

Socialement, les étrangères qui se prostituent à Bruxelles, qu'elles soient éparses ou pensionnaires, ne diffèrent pas, dans leur grande majorité, de leurs consœurs belges et plus généralement des femmes qui se retrouvent inscrites dans les différents systèmes de prostitution officielle existant alors en Europe. Ce sont des jeunes femmes d'origine populaire qui deviennent essentiellement prostituées en raison de la précarité et des faibles revenus liés aux travaux ouvriers féminins et, pour une grande partie d'entre elles, dans le cadre des migrations professionnelles à destination des villes typiques des mouvements de population du XIX^e siècle. Mais si la plupart des éparses semblent avoir migré en Belgique pour des raisons familiales et/ou professionnelles et n'avoir commencé à se prostituer qu'à Bruxelles, on peut penser que la majorité des pensionnaires étrangères présentes dans la capitale belge en 1842 n'y sont venues que pour travailler dans les maisons de débauche de la ville.

*

Bruxelles a, comme d'autres capitales européennes et certaines villes portuaires, une offre prostitutionnelle plus large et un recrutement plus international que les capitales régionales et les petites villes de province. Les prostituées étrangères venant principalement d'États ayant mis en place des systèmes d'organisation de la prostitution inspirés du modèle français, il est difficile de ne pas penser que l'existence, sur le continent européen, de plusieurs systèmes réglementaristes nationaux ait pu favoriser le développement à l'international de la circulation des filles de maison. À Bruxelles,

cette importance des prostituées étrangères est liée à des migrations de travail qui sont à la fois régionales et transfrontalières, mais aussi à la politique de recrutement menée par les établissements de luxe. Les bulletins dépouillés mettent en évidence, si ce n'est l'existence d'un véritable réseau organisé, du moins la présence de liens très forts entre les capitales belge et française, cette dernière servant de bassin de recrutement pour les maisons de débauche bruxelloises. Cette circulation entre les deux pays permet de satisfaire les désirs de nouveauté des clients mais également de recruter et d'exploiter plus facilement des mineures, et, sans nul doute, la complaisance, voire la corruption récurrente des agents des mœurs tant à Paris qu'à Bruxelles facilitent ce trafic. Mais la circulation des filles d'un pays à l'autre et leur changement très régulier d'établissements permet également de profiter du moindre intérêt des administrations pour les mineures dès lors qu'elles sont étrangères, de les rendre plus « dépendantes » des tenanciers et donc plus soumises, d'éviter qu'elles puissent nouer de véritables relations avec les clients et de les rendre plus difficile à retrouver en cas de plainte ou de maladie, etc. Mais, bien que les rapports entre tenanciers et pensionnaires soient largement en défaveur de ces dernières, les étrangères, même mineures, admises dans les maisons bruxelloises semblent davantage être des prostituées migrantes que des victimes de la « traite ».

*Lola Gonzalez-Quijano est post-doctorante
au Centre de Recherches Historiques (Equipe LaDéHiS) de l'EHESS*